



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Pays nordiques

LE CHIFFRE DE LA QUINZAINE

77% de la production d'électricité
nordique était renouvelable en 2023

Source : [Lowcarbonpower](#)

Pays nordiques

Aide militaire à l'Ukraine : les pays de la zone nordique sont quasiment au premier rang en Europe. Selon l'Institut Kiel pour l'économie internationale, l'aide militaire totale offerte à l'Ukraine par le Danemark, la Finlande, la Norvège et la Suède a dépassé 9,1 Mds€ entre février 2022 et janvier 2024. Ce montant représente près du quart de l'aide militaire totale fournie par les Etats européens (41 Mds€). Ensemble, les pays nordiques ont donné presque autant que l'Allemagne (9,4 Mds€), et davantage que le Royaume-Uni (4,8 Mds€) ou la Pologne (au moins 3 Mds€). Sans compter les promesses d'envois futurs, l'aide militaire à l'Ukraine s'élève à 4,5 Mds€ pour le Danemark, 2 Mds€ pour la Suède, 1,6 Md€ pour la Finlande et 1 Md€ pour la Norvège.

Qualité de l'emploi : les pays nordiques sont leaders en la matière. L'indice européen de qualité de l'emploi (IQE) a été développé par l'Institut syndical européen (ETUI) pour évaluer et comparer la qualité de l'emploi dans l'ensemble des pays de l'UE. Il comprend plusieurs dimensions : la qualité des revenus, les formes de l'emploi et la sécurité de l'emploi, le temps de travail et l'équilibre vie professionnelle-vie privée, les conditions de travail, le développement de compétences et de la carrière, la représentation syndicale et l'expression des intérêts collectifs. L'indice total de qualité de l'emploi était de 51,6 points sur 100 en moyenne dans l'UE en 2021. Le Danemark est le 1^{er} du classement avec un indice de qualité de l'emploi de 87,6 points. La Suède est classée 2^{ème} (82,3) et la Finlande 6^{ème} (70).

Danemark

Les salaires réels enregistrent la plus forte progression depuis plus de 20 ans. Selon l'Association des employeurs (*Dansk Arbejdsgiverforening*), les salaires ont augmenté de +4,9% au quatrième trimestre 2023 (en glissement annuel). Cette hausse devrait permettre de soutenir la consommation des ménages, qui avait connu une forte contraction en 2022 du fait de l'inflation et de la remontée des taux d'intérêt.

Le PIB augmente de +2% au quatrième trimestre 2023. D'après l'Institut de la statistique, la croissance sur l'ensemble de l'année 2023 s'établit à +1,8%. L'activité a été tirée par l'industrie pharmaceutique. Sans la contribution de ce secteur, le PIB aurait reculé de -0,1% en 2023. Les chiffres de l'emploi sont restés constants au quatrième trimestre, tandis que le nombre d'heures travaillées a légèrement augmenté (+0,1 %).

Novo Holdings A/S annonce une politique d'investissements massifs. L'entreprise prévoit d'investir 5 Mds\$ (4,6 Mds€) par an au cours des cinq prochaines années et 7 Mds\$ (6,5 Mds€) par an à partir de 2030. L'entreprise s'attend à une augmentation constante de ses revenus. Le chiffre d'affaires de Novo a augmenté de +31 % en 2023 pour atteindre 232,3 Mds DKK (31,2 Mds€). Ses bénéfices ont atteint 83 Mds DKK (11,1 Mds€), soit le niveau le plus élevé jamais atteint par l'entreprise depuis sa création, il y a plus de 100 ans. Cette annonce fait suite à l'achat par Novo de trois usines du façonnier américain Catalent d'une valeur de 76 Mds DKK (10,2 Mds€).

Les résultats annuels de Vestas sont en hausse. Après une année noire pour l'industrie éolienne en 2022, le vent semble avoir tourné pour le fabricant danois d'éoliennes, qui a réalisé un petit bénéfice de 582 M DKK (78 M€) en 2023, à comparer au déficit de 12 Mds DKK (1,6 Md€) enregistré en 2022. En 2023, le groupe a augmenté ses prix

de 25 à 30% et le nombre de commandes a battu un record. Afin de répondre à la demande croissante d'éoliennes en mer, Vestas prévoit d'embaucher jusqu'à 300 personnes dans son usine à Nakskov (sud du Danemark) d'ici à l'été 2025. En novembre dernier, l'entreprise a cependant annoncé la suppression de 200 postes à Ringkjøbing (ouest du Danemark) en raison d'une baisse de la demande d'éoliennes terrestres.

Chute de l'offre de prêts pour l'achat de résidences principales et secondaires. Selon *Finans Danmark*, moins de 2000 offres de prêt ont été obtenues pour l'achat d'un logement en janvier 2024, soit une baisse de -45 % par rapport à décembre 2023 et de -10 % en glissement annuel. Cette baisse serait due à l'accalmie hivernale dans la recherche de logements, à la hausse des taux d'intérêt et à l'augmentation des prix de l'immobilier. La région de Copenhague a connu la baisse la plus importante avec une chute de -66 % par rapport à décembre 2023. Le nouveau système de taxe foncière aurait contribué à inciter les acheteurs à demander des prêts avant sa mise en œuvre le 1^{er} janvier 2024.

L'Autorité de supervision financière émet des injonctions à l'égard de Saxo Bank. A la suite d'une inspection liée à des soupçons de blanchiment d'argent, l'Autorité de supervision financière (*Finanstilsynet*) estime à « moyennement élevé » le risque que la société soit utilisée à des fins de blanchiment de capitaux ou de financement du terrorisme. La banque présente un risque client concernant une partie de sa clientèle, - dont des clients « White Label » - envers lesquels Saxo Bank n'est pas tenue d'effectuer des procédures de *due diligence*. L'Autorité danoise exige ainsi que la banque mette en œuvre un examen renforcé pour ces clients. Elle attend également de Saxo Bank qu'elle augmente l'exigence au titre du pilier II de 125 M DKK (17 M€).

Finlande

Les exportations vers la Russie ont baissé de -82 % en deux ans.

Selon Eurostat, la Finlande est le pays de l'UE qui a connu la plus forte baisse de ses exportations vers la Russie entre 2021 et 2023, passant de 3,7 Mds€ à 660 M€. Pour l'UE, la baisse moyenne est de -57 %. La Finlande a réorienté une partie de ses exportations de la Russie vers les voisins de cette dernière : les exportations finlandaises vers l'Asie centrale (Arménie, Géorgie, Kazakhstan, Kirghizstan, Turkménistan et Ouzbékistan) sont passées de 190 M€ à 560M€ sur deux ans, soit une hausse de +200%, contre +120 % en moyenne pour l'ensemble de l'UE.

Fitch maintient la notation de la Finlande à AA+.

L'agence de notation américaine estime que le PIB finlandais a reculé de -0,5 % en 2023. Elle table sur une croissance de +0,3 % en 2024 et de +1,6 % en 2025, soit des prévisions plus pessimistes que celles du ministère des Finances. Selon Fitch, la croissance à long terme est grevée par la faible productivité et le vieillissement démographique. Le déficit public atteindrait +3,5 % du PIB en 2024 et +3,2 % en 2025, avec une moindre progression des recettes fiscales et des dépenses plus élevées que prévues. Fitch estime que la politique d'austérité annoncée par le Gouvernement sera insuffisante pour stabiliser le niveau de la dette, et que des mesures supplémentaires devront être prises sur la durée des deux prochaines mandatures, soit d'ici 2031.

Nouveau cycle de grèves contre la réforme du marché du travail.

Le mouvement social contre les réformes de l'assurance chômage et du marché du travail, menées par le gouvernement de Petteri Orpo (Parti de la coalition nationale de droite), s'est poursuivi du 12 au 16 février. Les grèves ont concerné notamment les transports, le secteur social et sanitaire, l'industrie et le secteur énergétique. Aucune issue au conflit ne se dessine, tant le gouvernement et les principaux syndicats se montrent inflexibles. Selon un sondage Yle, 58 % des Finlandais soutiennent les grèves et 35 % s'y opposent.

Le Gouvernement pourrait décider une hausse d'impôts au printemps.

Alors que la conjoncture économique s'est détériorée, le Gouvernement a mis en place un groupe pour réfléchir aux mesures de consolidation des finances publiques qui seront présentées au printemps. Contrairement au programme de coalition de juin 2023, certains impôts pourraient être augmentés, selon le Premier ministre. Les mesures devront permettre un ajustement de 3 Mds€ d'ici 2027, qui s'ajoutent aux 4 Mds€ déjà votés fin 2023.

Kone acquiert PACA Ascenseurs Services.

Le groupe finlandais a annoncé le rachat de l'entreprise française spécialisée dans l'installation, la maintenance et la modernisation des ascenseurs basée aux Pennes-Mirabeau, près de Marseille. PACA Ascenseurs Services compte 200 salariés. Elle a enregistré 30 M€ de chiffre d'affaires en 2022 et intervient sur un parc de 12 000 ascenseurs et 2 500 portes automatiques. Avec cette acquisition, la filiale France-Belgique-Luxembourg de Kone porte ses effectifs à plus de 4 000 salariés.

Islande

Éruption volcanique à Grindavík : soutien aux habitants et aux entreprises.

Un projet de loi a été déposé devant le Parlement pour le rachat des logements privés (850 seraient concernés) appartenant aux habitants de Grindavík, ainsi que pour la prise en charge des emprunts restants, pour un montant estimé à 61 Mds ISK (410 M€). Une entreprise d'État sera créée pour mener à bien cette opération. Par ailleurs, le Parlement a voté la prolongation de l'aide temporaire au paiement des salaires jusqu'au mois de juin pour un coût estimé entre 960 et 1400 M ISK par mois (6,5-9,4 M€). Du côté des entreprises, un projet de loi prévoit un soutien temporaire pouvant aller jusqu'à 6M ISK (40 500€) par mois et par entreprise entre novembre 2023 et avril 2024 si l'entreprise a subi une perte de revenu d'au moins 40% en raison des épisodes volcaniques. Le coût de cette mesure est estimé à 2,7 Mds ISK (18,1 M€).

Éruption volcanique à Grindavík : augmentation du budget de l'État.

La ministre de l'Économie et des Finances a proposé une rallonge budgétaire (la deuxième depuis le début de l'année), qui autoriserait le Gouvernement à emprunter jusqu'à 30 Mds ISK (200 M€) supplémentaires (soit 2% du budget), pour faire face aux événements imprévus qui touchent la péninsule de Reykjanes. L'État pourra prêter jusqu'à 12,5 Mds ISK (84 M€) à l'entreprise d'État qui sera créée et chargée de racheter les logements des habitants de Grindavík.

Les banques islandaises ont enregistré les profits les plus élevés depuis 2015.

Les trois principales banques commerciales islandaises Arion Banki, Islandsbanki et Landsbankinn ont enregistré un profit combiné de 83,5 Mds ISK (561 M€) en 2023, soit 16 Mds ISK (108 M€) de plus qu'en 2022. Landsbankinn a enregistré le plus important bénéfice, soit 33,2 Mds ISK (223 M€), suivie par Arion Banki (25,7 Mds ISK soit 173 M€) et Islandsbanki (24,6 Mds ISK soit 165 M€). Depuis 2009, les trois banques ont généré des profits de 902 Mds ISK (6 Mds€).

Le taux de chômage moyen se situe à +3,4% en 2023,

d'après *Statistics Iceland*. Avec une moyenne de 219 300 personnes ayant un emploi pour 7 600 personnes au chômage en 2023, le taux d'activité s'est élevé à 80,5%. Les Islandais ont travaillé en moyenne 36,4 heures par semaine en 2023 avec une différence importante observée entre les sexes (32,5 heures pour les femmes et 39,6 heures pour les hommes). Par ailleurs, la proportion d'immigrants parmi les personnes ayant un emploi a fortement augmenté ces 20 dernières années, passant de 5,1% en 2003 à 23% en 2023.

Les bénéfiques augmentent dans l'agriculture.

Les bénéfiques totaux des cinq secteurs agricoles primaires en Islande (élevage ovin, fermes laitières, élevages bovins, cultures et production de fourrures) ont augmenté de +24 % en 2022, atteignant 1,9 Md ISK (13 M€) contre 1,5 Md ISK (10 M€) en 2021. Cette amélioration est entièrement due à l'élevage de moutons et aux fermes laitières qui ont généré 1,2 Md ISK (+44% par rapport à 2021) et 539 M ISK (+23%) de bénéfiques respectivement. Malgré ces résultats positifs, le nombre de fermes agricoles continue de diminuer dans le pays avec 2 513 entités recensées en 2022 contre 2 611 l'année précédente (-4%).

Norvège

Légère atténuation de l'inflation en janvier 2024.

L'inflation s'est élevée à +4,7% en janvier 2024 contre +4,8% en décembre. La Norges Bank associe cette évolution à la poursuite d'une politique monétaire restrictive et à la baisse du cours des carburants. En revanche, les prix des denrées alimentaires ont augmenté de +8,8% sur cette période, selon le SSB (Bureau norvégien des statistiques).

Négociations salariales annuelles entre partenaires sociaux.

Depuis le 15 février, les syndicats exposent leurs revendications pour les négociations salariales annuelles. La confédération syndicale LO prévoit de demander une hausse des salaires (environ +5%), supérieure à l'inflation prévue pour 2024 par la commission technique TBU (+4,1%), le Gouvernement (+3,8%) et la Norges Bank (+2,1%). Peggy Følvsik, secrétaire générale de LO, justifie cette demande par la hausse des prix à la consommation et des taux d'intérêt dans un contexte d'activité industrielle dynamique. Elle n'exclut pas un mouvement de grève massif si ces revendications ne sont pas prises en compte. Par ailleurs, LO déplore le recul du PIB/habitant norvégien (4^e mondial et non plus 2^e) qui s'explique par l'affaiblissement de la couronne norvégienne face à l'euro.

Excédent commercial de 6,5 Mds€ en janvier.

Les exportations norvégiennes se sont élevées à 13,6 Mds€ (157 Mds NOK) en janvier, contre 7,1 Mds€ (80,8 Mds NOK) d'importations, portant l'excédent commercial mensuel à 6,5 Mds€. L'excédent a reculé de 350 M€ de NOK par rapport en décembre, en raison de la baisse des prix du gaz, explique SSB (Bureau central des statistiques). En 2023, la Norvège avait atteint un excédent commercial de 75 Mds€.

Vers une adoption du quatrième paquet énergie de l'UE ?

Le ministre des Affaires étrangères, M. Espen Bath Eide a indiqué que le Gouvernement pourrait adopter au printemps le quatrième paquet énergie de l'UE (2018) contenant un projet de règlement pour un marché intégré de l'électricité. Le ministre de l'énergie Terje Aasland a participé à plusieurs réunions avec l'UE sur la manière dont les règlements pourraient être transposés et adaptés, en particulier concernant l'extension du rôle, en

Norvège, de l'Agence de coopération des régulateurs de l'énergie (ACER).

CCS : inquiétudes sur un retard d'intégration du NZIA à l'accord EEE.

L'UE entend capter et stocker 50 Mt CO2 par an d'ici 2030 dans le cadre du Net Zero Industry Act (NZIA). Or, le texte concerne uniquement le stockage sur des sites localisés dans l'UE. Tant qu'il ne sera pas intégré à l'accord EEE, la Norvège ne pourra donc pas obtenir de contrats européens de transport et stockage. Par ailleurs, la transposition du NZIA pourrait créer des troubles internes en Norvège, le texte prévoyant des simplifications administratives dans l'attribution des licences dans les énergies renouvelables.

Google investit 600 M€ dans un datacenter à Skien.

Google a annoncé la construction de l'un des plus grands *datacenters* au monde à Skien (sud d'Oslo), pour un investissement estimé à 600 M€. Le site, qui sera lancé en 2026 pourrait capter jusqu'à 5% de la consommation électrique totale du pays et générer une hausse des prix de l'électricité. Au Parlement, le Parti du progrès estime que Google ne pourra pas couvrir ses besoins uniquement avec des énergies renouvelables et suggère la piste de l'électricité nucléaire, rejetée pour l'heure par le ministère de l'Énergie.

Retrait du Fonds souverain de 86 entreprises en 2023.

Le Fonds pétrolier a justifié le retrait de ses investissements en raison de risques RSE, en particulier pour des soupçons de violation des droits de l'Homme et de corruption.

Mesures pour le tourisme vert au Svalbard.

A partir du 1er janvier 2025, les bateaux de croisière ne pourront plus transporter qu'un maximum de 200 passagers dans les zones protégées et pourront débarquer sur 43 sites uniquement. Les drones seront interdits dans les réserves protégées et les visiteurs ne pourront pas s'approcher à moins de 150 mètres des morses. L'Association des opérateurs de croisières et expéditions en Arctique s'est plainte de la fermeture par les autorités de l'accès à 65% du territoire de l'archipel.

Suède

L'inflation croît légèrement entre décembre et janvier.

Selon SCB, l'indice des prix à la consommation (IPC) passe de +4,4% en décembre 2023 à +5,5% en janvier 2024. L'indice sous-jacent hors énergie passe de +5,3% en décembre 2023 à +4,4% en janvier 2024.

Investissements dans la décarbonation de l'industrie.

En 2023, la BEI (Banque européenne d'investissement) a investi 2,9 Mds€ dans la décarbonation de l'industrie suédoise. Il s'agit d'un montant record (0,53% du PIB suédois). La BEI soutient 32 projets dans le pays, allant du financement de PME au soutien de grands projets comme Northvolt ou H2 Green Steel. En Suède, 76,6% du volume d'investissements de la BEI est consacré à des projets verts.

Banques : versement de dividendes record.

Pour l'exercice 2023, Nordea, Handelsbanken, SEB et Swedbank vont respectivement verser à leurs actionnaires 37,2 Mds SEK (3,3 Mds€), 25,7 Mds SEK (2,3 Mds€), 23,8 Mds SEK (2,1 Mds€) et 17,1 Mds SEK (1,5 Mds€). Ces montants record s'expliquent par les marges croissantes sur les crédits. La ministre des Finances, Elisabeth Svantesson, critique ce niveau élevé des dividendes qu'elle juge lié à une concurrence insatisfaisante. Pour tenter de remédier à cette situation, le Superviseur financier (FI) devra proposer d'ici la fin du semestre des mesures visant l'amélioration de la situation concurrentielle dans le secteur.

Fraudes et escroqueries bancaires en hausse.

En 2022, les cas d'escroqueries envers les entreprises et les ménages ont augmenté de +23% selon les estimations du Gouvernement suédois qui a enjoint les banques à agir contre ce phénomène. Pour l'association bancaire suédoise, la lutte contre ce fléau – montant estimé à 500 millions d'euros en 2023 - doit mobiliser l'ensemble des acteurs concernés, notamment la police, mais également les opérateurs de télécommunications puisque les escrocs parviennent à usurper le numéro de banques ou d'institutions. Ces escroqueries constitueraient la principale source de revenus des groupes criminels qui gangrèment actuellement le pays.

Transdev reprend la gestion des trains régionaux de Mälardalen.

Durement touché par des retards et annulations, Mälardalstrafik a rompu prématurément son contrat avec l'opérateur singapourien MTR. Transdev a signé un accord « d'urgence » pour reprendre le trafic dès le mois de juin 2024.

Ralentissement de la croissance démographique en Suède.

La population suédoise n'a augmenté que de +0,3% en 2023, soit le plus bas niveau recensé depuis 2001, selon SCB. Le ralentissement de la croissance démographique est dû à un taux de natalité plus faible, à un nombre plus faible d'immigrés (-8% par rapport à 2022) mais aussi plus élevé d'émigrés (+45% par rapport à 2022). Le taux de fécondité est également au plus bas (1,44 enfant par femme). Si cette tendance se poursuivait, le système de sécurité sociale du pays pourrait vite se retrouver sous tension. D'autant que la coalition gouvernementale de droite, avec l'appui du parti d'extrême droite, mise sur une réduction de l'immigration pour les années à venir.

Main d'œuvre immigrée : l'introduction d'un salaire plancher pourrait toucher le secteur agricole saisonnier.

Le rapport de la commission nationale sur l'immigration a été présenté au Gouvernement le 15 février. La Fédération suédoise des agriculteurs (LRF) s'inquiète de certaines propositions phares comme l'introduction d'un salaire plancher. Pour rappel, le dernier rapport de l'Agence suédoise de l'Agriculture (SJV) a révélé que les mesures visant à faciliter l'emploi de la main d'œuvre saisonnière étaient essentielles pour assurer la sécurité alimentaire du pays. Une autre proposition phare de la commission nationale sur l'immigration prévoit l'allongement du visa de travail saisonnier pour les immigrés de 3 mois.

Renforcement de la politique forestière nationale au service d'une sylviculture compétitive et durable.

Une commission nationale a été nommée et devra remettre au Gouvernement, d'ici le 31 août 2025, des propositions pour mieux intégrer les politiques européennes dans sa politique forestière nationale. Le Gouvernement souhaite simplifier la réglementation et favoriser une sylviculture compétitive et durable. Le ministre des Affaires rurales, Peter Kullgren, a rappelé que la dernière réforme majeure de la politique forestière nationale datait de 1993. La commission nationale devra également proposer des réformes visant à garantir que les décisions de coupes forestières ne puissent pas faire l'objet de recours, que le seuil d'exemption d'obligation de notification pour les petites coupes soit réhaussé (de 0,5 hectare à 5 hectares) et que cette obligation de notification n'entraîne pas des coûts disproportionnés pour les forestiers.

Le Gouvernement annonce 1 Md SEK (90 M€) d'aides pour le secteur aérien.

Le 21 février 2024, le ministre des Infrastructures et du Logement Andreas Carlson a annoncé que ces fonds seraient versés afin de soutenir le secteur aérien très affecté par l'augmentation des coûts suite à la pandémie. Ces montants doivent notamment soutenir le système qui prend en charge les coûts des aéroports pour les contrôles de sécurité.

Crise dans le secteur de la construction en Suède.

Un rapport de la Chambre de commerce de Stockholm (*Sw. Stockholms Handelskammare*) signale que la crise du secteur de la construction en Suède pourrait coûter au pays 1 000 Mds SEK (90 Mds€) d'ici 2030 en opportunités économiques perdues.

AstraZeneca prévoit une augmentation de 10 à 15% de son chiffre d'affaires en 2024.

AstraZeneca a annoncé anticiper des résultats solides pour l'année à venir lors de la présentation de son rapport annuel. La stratégie misant sur les médicaments anticancéreux (ex: Tagrisso, Lynparza et d'autres traitements en cours d'essais cliniques) a stimulé le développement de l'entreprise. AstraZeneca se lance également sur le marché de la perte de poids, défiant des acteurs majeurs tels que Novo Nordisk et Eli Lilly.

Collaboration stratégique et accord d'investissement entre AstraZeneca et Collectis.

Le laboratoire pharmaceutique suédo-britannique et le laboratoire français de développement d'immunothérapie ont annoncé lancer une collaboration dans le développement de la prochaine génération de thérapies dans l'oncologie, l'immunologie et les maladies rares. L'objectif est de développer jusqu'à 10 nouveaux produits candidats de thérapie cellulaire et génique. Un accord de collaboration de recherche, un accord d'investissement et un protocole d'accord ont été signés entre les deux partenaires. Collectis recevra jusqu'à 245 M USD en numéraire, avec la possibilité de percevoir des paiements d'étapes supplémentaires et des redevances échelonnées sur les ventes.

Écart salarial entre les ouvriers et les dirigeants.

Selon le rapport annuel de la Confédération des ouvriers (LO), l'écart de rémunération entre le salaire moyen d'un ouvrier et le salaire moyen d'un dirigeant se creuse. Il était de 21,6 en 2023 en Suède. En 1950 et en 1980, cet écart était respectivement de 5 et 11. Si l'on compare avec les 50 dirigeants les mieux rémunérés, l'écart est encore plus important (il est 67 fois supérieur).

Indicateurs économiques

Taux de croissance trimestriels (en pourcentage, par rapport au trimestre précédent):

	2020 (moyenne annuelle)	2021 (moyenne annuelle)	2022 (moyenne annuelle)	T1 2023	T2 2023	T3 2023
Suède	-2,2	6,1	2,8	0,5	-0,8	-0,3
Danemark	-2,4	6,8	2,7	0,8	-0,3	-0,1
Finlande	-2,3	3,0	2,1	0,1	0,4	-0,9
Norvège ¹	-1,9	3,9	3,0	0,2	-0,5	-0,5
dont PIB continental	-2,5	4,5	3,8	0,1	0	0,1
Islande	-7,2	4,5	7,2	1,3	1,6	-3,8

Sources : statistics Sweden, ssb.no, statistic Denmark, statistics Iceland, statistics Finland

¹ Pour la Norvège, le PIB retenu dans cette ligne est le PIB total (y compris hydrocarbures). La ligne suivante décrit l'évolution du PIB continental (i.e. hors hydrocarbures).

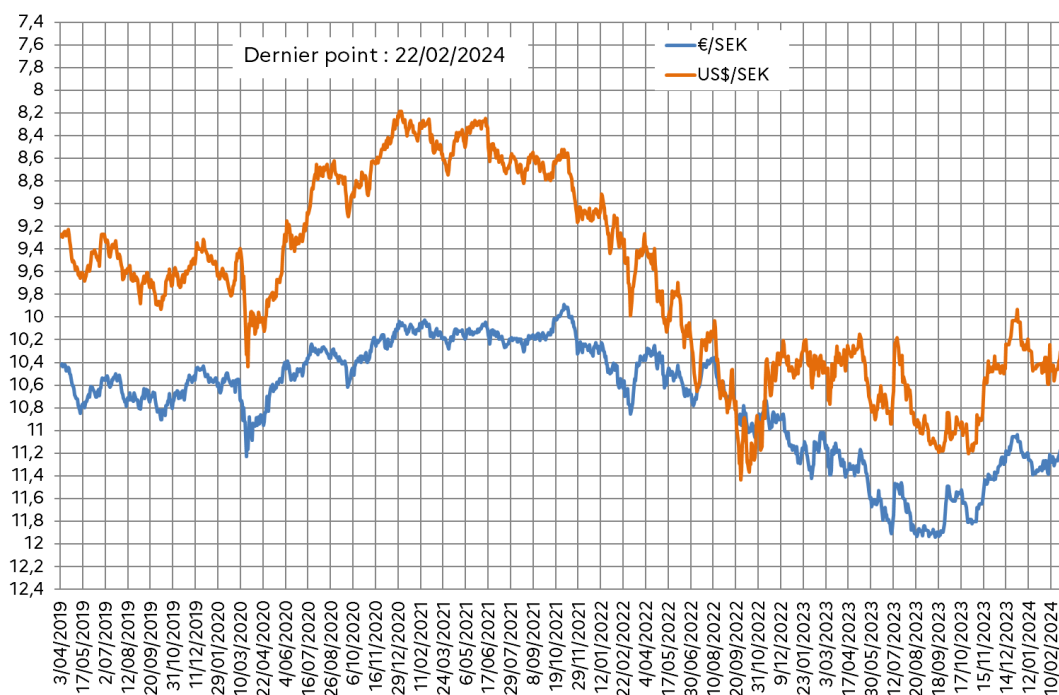
Taux d'inflation trimestriel (en glissement annuel):

	2021 (moyenne annuelle)	T1 2022	T2 2022	T3 2022	T4 2022	2022 (moyenne annuelle)	T1 2023	T2 2023	T3 2023
Suède	2,2	4,7	7,4	9,7	11,6	8,4	11,4	9,8	7,7
Danemark	1,9	4,8	7,4	9,2	9,2	7,7	7,3	3,6	2,1
Finlande	2,2	4,9	6,8	7,8	8,9	7,1	8,4	7,0	5,9
Norvège	3,5	3,8	5,8	6,7	6,6	5,8	6,6	6,5	4,5
Islande	4,4	6,2	7,9	9,7	9,4	8,3	10,0	9,4	7,7

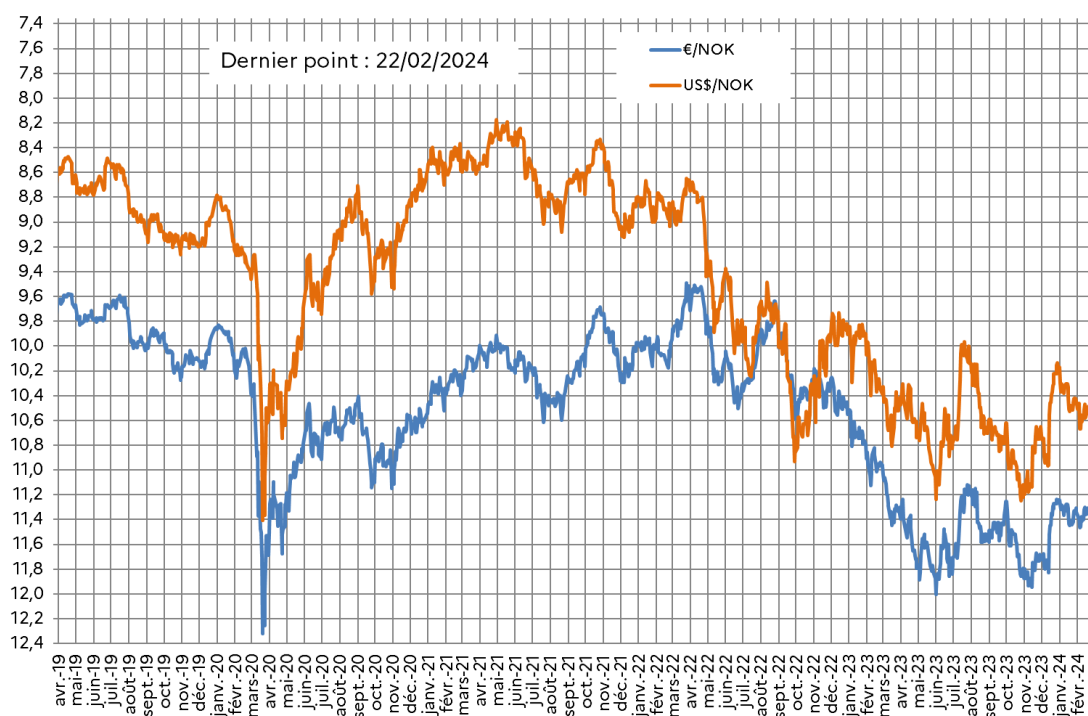
Sources : statistics Sweden, ssb.no, statistic Denmark, statistics Iceland, statistics Finland

Evolution des taux de change

Couronne suédoise



Couronne norvégienne



La Direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service Économique Régional de Stockholm (O. Cuny)

olivier.cuny@dgtrésor.gouv.fr

Rédaction : avec les contributions des Services Économiques de Copenhague (C. Camdessus, M. Valeur, A. Reynaud, M. Geraerts), Helsinki (L. Torrebruno, O. Alapekkala, V. Masson), Oslo (F. Choblet, E. Falsanisi, A. Moulin), Stockholm (I. d'Armaillé, F. Lemaitre, J. Grosjean, P. Reyl, V. Lision) et de l'ambassade de France en Islande (A. Montoya).

Abonnez-vous : pauline.reyl@dgtrésor.gouv.fr